

Communiqué du Forum de la CSI-Afrique sur le développement et l'industrialisation de l'Afrique

1. Les dirigeants syndicaux de 30 pays africains se sont réunis dans le cadre d'un forum sur le thème de « la promotion du programme de développement et d'industrialisation de l'Afrique : les alternatives syndicales », à Accra au Ghana du 23 au 25 septembre 2013 sous l'égide de l'Organisation Régionale Africaine de la Confédération Syndicale Internationale (CSI-Afrique) pour faire avancer les aspirations du programme de transformation de l'Afrique.
2. Les objectifs du forum étaient, entre autres, d'amener les organisations syndicales et le grand public à mieux prendre conscience du développement et de l'industrialisation de l'Afrique et de la vision minière de l'Afrique adoptée par l'Union Africaine comme un point d'appui essentiel au décollage industriel de l'Afrique. Le forum a également servi de cadre pour approfondir les consultations syndicales sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement après 2015. Les discussions ont également porté sur la nécessité et la façon de promouvoir la mise en œuvre du socle de protection sociale. Les participants ont eu l'occasion de réfléchir aux possibilités locales de financement du développement et de l'industrialisation de l'Afrique.
3. Le forum a constaté que l'incidence de la pauvreté et des inégalités croissantes entre les personnes, les communautés et les pays sont des préoccupations sérieuses qui accentuent le mécontentement, le malaise et la désillusion en Afrique et ailleurs.
4. Le forum a également fait remarquer que le développement de l'Afrique auquel nous aspirons tous permettra de faire efficacement face aux questions de sécurité alimentaire (y compris les questions agricoles, foncières et de changement climatique), aux inégalités socio-économiques, à la justice sociale, à la gestion de la paix et de la sécurité, à la participation politique, aux droits de l'homme et à la transparence, à l'intégration régionale, au commerce et à l'investissement, et à l'autonomisation des femmes de manière durable.
5. Le forum a également observé que bien que l'Afrique soit un continent riche et nanti dont la richesse doit profiter aux citoyens, la croissance économique actuelle à travers le continent ne s'est pas traduite par une réduction de la pauvreté ; au contraire, elle a accentué l'écart entre les pauvres et les riches. Le forum a souligné la nécessité de réorienter la voie de développement actuelle de l'Afrique, qui est axée sur l'exportation des produits de base, en optant pour une voie qui accorde la primauté à la transformation des ressources minérales et autres ressources naturelles de l'Afrique dans le but de promouvoir les perspectives de création d'emplois et de richesses.

6. En outre, le forum a convenu que les organisations des travailleurs d'Afrique ainsi que leurs alliés progressistes de la société civile continueront à œuvrer pour soutenir les efforts réels que font les gouvernements africains pour renégocier les contrats et les licences d'exploitation minière et d'extraction des ressources minérales.
7. Les organisations de travailleurs soutiendront également les efforts visant à mieux faire prendre conscience de la vision minière africaine, à mobiliser et à veiller activement à ce que la vision soit effectivement réalisée.
8. Au moment où nous célébrons les défis et les succès de l'Afrique après 50 ans, les leçons du passé exigent qu'une nouvelle Afrique soit définie par sa richesse et non par ses défis. Il faut alors prendre la résolution de cesser de se lamenter face aux défis du sous-développement de l'Afrique ; les syndicats ont choisi plutôt de renouveler leur engagement à faire des contributions concrètes pour mobiliser leurs membres, les peuples et les communautés pour la construction nationale et la transformation.
9. Pour industrialiser et développer l'Afrique, il faut cultiver un leadership visionnaire, responsable et transparent. Les efforts visant à favoriser cette culture doivent être déployés et poursuivis de manière agressive.
10. Les indépendances africaines étaient basées sur l'unité d'objectif et l'aspiration à une prospérité partagée équitablement entre les peuples africains. Par conséquent, l'industrialisation économique axée sur le commerce intra-africain doit être une priorité.
11. Le programme de développement de l'Afrique exige la participation et le parrainage des citoyens du continent. Le forum exhorte par conséquent l'Union Africaine et la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique à adopter une approche inclusive et décentralisée en développant la vision de l'Union Africaine à l'horizon 2063.
12. Consciente des forces et des lacunes des OMD, la Conférence demande que le programme post-2015 de l'Afrique aborde les causes structurelles de la pauvreté et des inégalités. Plus précisément, le forum demande que les objectifs post-2015 prennent en compte les dispositions de l'Agenda du travail décent, qui comprennent la création d'emplois, des dispositions relatives à la protection sociale, le respect des droits fondamentaux au travail et la possibilité d'un véritable dialogue social.
13. Le forum a convenu que pour contribuer de façon significative au processus de développement post-2015 et sauvegarder les besoins et les aspirations des travailleurs africains dans le cadre de développement post-2015, la CSI-Afrique et ses affiliées nationales doivent définir des objectifs et des indicateurs respectueux des travailleurs en matière de protection sociale et de travail décent en prélude aux consultations au niveau national.

14. Toujours en ce qui concerne les OMD après 2015, les participants réclament l'inclusion d'une gouvernance efficace qui accorde de l'importance à la reddition des comptes, à la transparence et à la réactivité.
15. L'importance et l'utilité du socle de protection sociale ont été identifiées comme une action urgente que les gouvernements africains doivent être encouragés à mener de manière agressive. Par conséquent, le forum a décidé que les syndicats africains travaillent assidument avec d'autres parties prenantes au niveau national pour vulgariser et assurer la mise en œuvre des avantages contenus dans la Recommandation 202 de l'OIT (sur le socle de protection sociale).
16. Le forum reconnaît l'impact négatif des flux financiers illicites et d'autres formes d'évasion fiscale sur le développement de l'Afrique, particulièrement au regard de l'érosion des ressources financières devant être allouées aux secteurs sociaux tels que l'éducation, les soins de santé, l'assainissement, l'hygiène et la nutrition.
17. Le forum a, par conséquent, convenu de mobiliser les travailleurs africains et les organisations sous-régionales telles que l'EATUC et le SATUCC et les Fédérations syndicales internationales en collaboration avec les mouvements progressistes tels que *Tax Justice Network Africa* et *ActionAid International* dans le cadre d'une campagne de plaidoyer pour une justice fiscale en vue de lutter, vaincre et mettre fin aux incitations fiscales, à l'évasion fiscale, aux flux financiers illicites, au vol de biens et aux paradis fiscaux afin d'accroître les chances de mobilisation de ressources locales. La campagne luttera également pour l'adoption d'une Taxe sur les transactions financières afin d'accroître davantage les chances de financement des OMD post-2015. Il a été convenu que les dates telles que la Journée africaine de l'industrialisation (28 novembre), la Fête du travail (1^{er} mai) et d'autres dates importantes seront célébrées au maximum pour accroître la sensibilisation et l'action pour le changement.
1. Le forum a réitéré l'importance et la nécessité pour les syndicats d'investir dans la recherche et le développement pour contribuer, preuve à l'appui, à la promotion du programme de développement et d'industrialisation de l'Afrique en proposant des alternatives syndicales.